



La mobilisation forte et unitaire depuis 4 mois permet d'entrevoir des négociations

Le 8 février, avec des milliers d'autres fonctionnaires, les agents de la DGI ont réussi une nouvelle journée nationale de grève et de manifestations.

23 000 grévistes, soit 36 % des agents, ont exprimé pour la 3^{ème} fois en 3 mois leur volonté de voir s'ouvrir de réelles négociations sur les revendications exprimées depuis octobre 2006.

Lors de l'audience du 8 février, le directeur général a accepté d'ouvrir un cycle de négociations sur ces 4 thèmes après une phase de définition de leurs contenus et d'un calendrier.

Cette évolution est à mettre à l'actif de la mobilisation engagée par la signature de 40 000 pétitions, mais celle-ci doit se poursuivre pour déboucher sur des résultats tangibles et sur de réels changements.

Tout reste à faire sur le fond

L'intersyndicale DGI s'est réunie vendredi 9 février et a pris acte des propositions de reprise du dialogue avec le directeur général.

Les organisations syndicales réaffirment leur volonté commune de porter les revendications des agents en matière de règles de gestion (dont le respect intégral de la règle de l'ancienneté), de rémunérations, de conditions de travail et d'emplois.

L'intersyndicale se rendra à une prochaine rencontre avec le DG pour lui donner la liste des sujets qu'elle entend voir traiter dans le cycle de négociations qui doit s'ouvrir sur les 4 thèmes revendicatifs.

Pendant toute la période de négociations, qui ne pourra s'ouvrir concrètement qu'après la définition d'une méthode et d'un calendrier et avec la réelle volonté de l'administration de changer en profondeur son approche du dialogue social, l'intersyndicale maintient le mot d'ordre de non participation aux réunions locales.

Au niveau national, elle ne participera qu'aux réunions préparatoires aux négociations et en rendra compte systématiquement pour que les agents puissent débattre ensemble de leurs contenus.

Un prochain communiqué précisera les modalités d'expressions qu'utiliseront les agents pour maintenir la pression sur l'administration.

Le 12 février 2007